

## MIGRANTS IVOIRIENS DANS L'ESPACE FRANCILIEN ET CONSTRUCTION DU RAPPORT À L'ORIGINE

**Krikou DIARRA**

Laboratoire Dynamique Européenne (DynamE)

Université de Strasbourg,

[krikou.diarra@misha.fr](mailto:krikou.diarra@misha.fr) // [kridiarra@ymail.com](mailto:kridiarra@ymail.com)

**Résumé :** Depuis le début des années 2000, la consolidation des liens avec les milieux d'origines des migrants ivoiriens installés en France et principalement dans l'espace francilien a pris une place importante dans les discours et les représentations sociales des acteurs sociaux concernés par le fait migratoire. Leurs implications revêtent différentes significations : certains migrants les appréhendent comme une ressource sociale pour légitimer leur statut social auprès de la communauté d'origine, tandis que d'autres les perçoivent comme une redevance, une dette sociale envers les siens restés dans le milieu d'origine. En utilisant les données issues d'un travail de terrain réalisé entre 2012 et 2015 en Ile-de-France et dans certains espaces d'origines des enquêtés, le propos de cet article est d'analyser ce rapport à l'origine en mettant en exergue les modalités et les logiques qui participent de la consolidation de ces liens. À travers ce texte, nous insistons sur les niveaux d'implication d'un tel processus et ses enjeux sociaux également au niveau des espaces sociaux de départ.

**Mots-clés :** Migrants, origine, Ivoirien, remises, Ile-de-France

### IVOIRIANS MIGRANTS IN THE FRANCILIAN SPACE AND THE CONSTRUCTION OF THE RELATIONSHIP TO THE ORIGIN

**Abstract:** Since the beginning of the 2000s, the consolidation of links with the origins of Ivorian migrants settled in France and mainly in the Paris area has taken an important place in the discourses and social representations of the social actors concerned by migration. Their implications have different meanings: some migrants perceive them as a social resource to legitimize their social status with the community of origin, while others perceive them as a re-advance, a social debt towards his family who remained in the middle of origin. Using data from a fieldwork carried out between 2012 and 2015 in Ile-de-France and in some of the interviewees' original spaces, the purpose of this article is to analyze this report at the origin by highlights the modalities and logics involved in the consolidation of these links. Through this text, we insist on the levels of involvement of such a process and its social issues at the level of the starting social spaces.

**Keywords:** Migrants, origin, Ivorian, remises, Ile-de-France

## Introduction

Les migrations internationales ne constituent pas un phénomène nouveau. Elles ont toujours existé sous diverses formes individuelles et/ou collectives liées à une quête permanente de subsistance et/ou de protection socio-politique. Ce qui semble nouveau ou du moins, ce qui cristallise aujourd'hui l'attention des acteurs sociaux (migrants, Etas, ONG, Scientifiques etc.) concernés par ces faits migratoires, ce sont les implications de ces migrants dans leurs milieux d'origines en tant qu'acteurs territoriaux bien qu'étant physiquement absent. L'article s'intéresse aux représentations sociales associées à la reconstruction du rapport à l'origine chez les migrants Ivoiriens en Ile-de-France. En effet, en admettant que la migration n'estompe pas les liens entre le migrant et sa société d'origine, les théoriciens du « transnationalisme » ont permis de repositionner le migrant comme un acteur social fondamental dans les sociétés d'origine (Rosita Fibbi et Gianni D'Amato, 2008). De ce fait, cerner le migrant en tant qu'acteur de développement du milieu d'origine ou acteur transnational implique de saisir la nature des relations que ce dernier entretient avec sa société d'origine. D'autant plus que, avant de se construire comme un migrant – il est défini d'abord par le faisceau croisé des groupes sociaux auxquels il appartient. Il est de telle famille, de tel village, de telle région, de telle religion ou même de tel groupe ethnique, ce qui induit pour ces migrants Ivoiriens diverses stratégies pour reconstruire le lien symbolique avec le milieu d'origine en étant à « l'aventure ».

C'est tout l'enjeu de l'analyse proposée dans cet article dont la trame logique est de cerner les modalités et les logiques qui participent de la consolidation de ces liens « transnationaux ». Pour le dire autrement, il s'agit de mettre en saillance les niveaux d'implications d'un tel processus et ses enjeux sociaux au niveau des espaces sociaux de départ. Ainsi, le cadre de référence théorique s'appuie sur les approches du transnationalisme, qui permette d'analyser les interactions des migrants par-delà des deux espaces sociaux de vie du migrant : le « ici » et le « là-bas ». En effet, l'acteur social n'est jamais seul ou isolé comme un électron libre gravitant dans le système social sans aucune connexion dans les différentes structures sociales qui participent de sa socialisation. Il fait partie du système social. Partir en migration, ne l'extirpe pas de ce système de relation bien que celui-ci soit éloigné dans l'espace et dans la quotidienneté des rapports sociaux avec ses co-originaires restés au milieu d'origine. Comment les Ivoiriens en Ile-de-France construisent-ils leurs rapports à l'espace social d'origine ? Quels enjeux revêtent ces pratiques transnationales des Ivoiriens dans l'espace francilien ?

Sur le plan méthodologique, l'article se base essentiellement sur des données collectées auprès des migrants ivoiriens installés en région parisienne, car l'espace francilien constitue un excellent laboratoire ou du moins une porte d'entrée pour qui veut entreprendre une recherche de terrain sur « la diaspora » ivoirienne étant donné la représentativité des communautés ivoiriennes à travers la diversité de leurs structures associatives et des réseaux ethniques. L'étude se veut qualitative même si elle s'appuie, en partie sur des données quantitatives. Les données analysées dans ce texte ont été collectées à l'aide d'un questionnaire, d'un canevas d'entretiens, d'observations directes et/ou de discussion informelle

avec les enquêtés dont le choix s'est opéré à partir de la technique d'échantillonnage de « boule de neige ». Les informations recueillies ont pu être analysées d'une part à partir du logiciel SPSS pour le traitement des questionnaires. A cette méthode d'analyse, nous avons combiné la méthode de « l'analyse de contenu » en ce qui concerne l'aspect qualitatif des données recueillies.

### **1. Le départ pour l'Hexagone comme une dette sociale entre le migrant ivoirien et sa société d'origine**

L'émigration vers les pays industrialisés en général et en particulier vers l'Hexagone est perçue dans l'imaginaire collectif en Côte-d'Ivoire tout comme dans certains pays d'Afrique de l'Ouest comme une ascension sociale, une réussite sociale. Ainsi, les enquêtes que nous avons menées en Côte-d'Ivoire et même auprès de certains migrants installés dans la région parisienne, attestent que ces migrants se construisent comme étant investi d'une double mission ; celle d'accomplissement personnel d'une part et celle de l'obligation d'apporter assistance aux membres du réseau familial dans le milieu d'origine d'autre part. De ce point de vue, le projet migratoire du migrant devient très rapidement une affaire familiale si ce n'est- elle qui l'initie. C'est dans ce sens que tous ceux que nous avons interrogés dans le cadre de cette enquête ont déclaré avoir associé le réseau familial à leur projet migratoire à quelque niveau que ce soit (paiement du billet une fois le visa obtenu, argent de poche, informations utiles sur un parent ou un ami dans le pays de destination, une adresse, etc.). Or, l'implication du réseau dans le projet participe de la validation de la dette sociale entre le migrant et ses proches. Mieux cette relation à l'émigré est considérée comme une « convention de co-assurance implicite » [Straubhar et Vădean, 2005] entre le migrant et les membres du réseau. Même si ce n'est pas un acte formel, la nature de la relation fait que cela devient une obligation morale à laquelle il est difficile pour le migrant de se dérober. C'est à juste titre que B. K, 40 ans, expert-auditeur, co-fondateur d'un cabinet de consultance en audit et contrôle de gestion à Aubervilliers (banlieue parisienne) interrogé nous confiait que :

E1 : [...] c'est plus qu'une obligation pour moi d'aider mes proches aux villages. Ce n'est même pas pensable de ne pas aider les frères et sœurs pour deux raisons. D'abord, en tant qu'africain, c'est comme cela que ça fonctionne chez nous au village [...], c'est la solidarité. Ensuite, lorsque j'ai obtenu mon visa pour venir faire mes études en 1998 à Paris, tout le monde a cotisé de façon spontanée sans que quelqu'un ait demandé de le faire. Chacun me remettait ce qu'il avait de beau ...certains de l'argent, d'autres des cadeaux en nature [...] en tout cas, beaucoup de cadeaux [...].

Le second entretien provient de M. S, 45 ans, infirmier, membre de l'association des ressortissants de *Montezo* en France, pour sa part affirme que :

E2 : [...] Lorsque les gens ont su que je devrais venir en France ...ils sont devenus subitement gentil avec moi. Tout le monde était à mes petits soins. J'ai constaté un changement dans les rapports des membres de ma famille à

mon égard même les petites « go » [petite amie] du quartier qui n'avaient pas accepté mes avances ont commencé à s'intéresser à moi [...] tu vois comment un petit visa pour la France peut changer la nature d'une relation ?

Entretien réalisé le 17.07. 201

À travers ces deux témoignages, on peut constater que certains membres du réseau des migrants mobilisent diverses stratégies afin de renforcer la logique de la dette sociale à laquelle devrait s'acquitter le migrant. Ces dons, les marques d'attention ou de tendresse concourent à faire fonctionner la relation du don et du contre-don tel que le dit Marcel Mauss c'est-à-dire donner pour espérer recevoir plus. Les membres du réseau s'inscrivent dans cette logique, car dans l'imaginaire collectif en Côte-d'Ivoire – mais aussi dans la plupart des pays d'Afrique-Occidentale – la migration vers les pays de l'OCDE constitue un symbole de réussite sociale, un espace social où celui qui y accède peut constituer un moyen certain de diversification des ressources financières pour ceux qui sont restés. Toutefois, la dette n'est pas que financière. Elle est aussi matérielle. Les membres du réseau espèrent en plus des remises<sup>1</sup>, que le migrant leur fasse parvenir par moments des biens en nature soit pendant leurs vacances en Côte-d'Ivoire où par le biais d'autres migrants en vacances dans le milieu d'origine.

## **2. Les transferts et les investissements des Ivoiriens d'Île-de-France comme besoin de maintenir les liens à distance avec le milieu d'origine**

L'un des aspects de l'immigration ayant le plus fait l'objet de communication (scientifique, sociale et/ou politique) ces dernières décennies concernent les transferts de fonds que les « diasporéens » drainent chaque année vers leurs pays soit pour des besoins primaires des proches restés au pays où pour des investissements aux bénéficiaires du migrant lui-même.

### ***2.1 Les remises des Ivoiriens installés en région parisienne vers l'espace social d'origine***

Diverses raisons légitiment les remises vers les milieux d'origines et constituent l'une des formes les plus régulières de la construction du rapport à l'origine ou du moins du maintien des liens avec les divers réseaux de parentèle restés dans le milieu d'origine. Selon les données d'enquêtes de terrain recueillies entre 2013 et 2015, presque tous les migrants interrogés envoient ou ont déjà envoyés de l'argent en Côte-d'Ivoire. Le tableau ci-dessous donne un aperçu de la propension des migrants ivoiriens à maintenir le lien à distance à travers les transferts de fond vers le milieu d'origine.

<sup>1</sup> Remise concerne l'ensemble des transferts matériels et immatériels des migrants vers leur milieu d'origine.

Tableau 1. Transfert d'argent en direction de la Côte-d'Ivoire selon le sexe

Quel est votre sexe ?		Envoyez-vous de l'argent en Côte d'Ivoire ?		Total	Fréquence %	
		Oui	Non		Oui	Non
		<b>Masculin</b>	84	2	86	97.68
<b>Féminin</b>	97	6	103	94.17	5.82	
<b>Total</b>	181	8	189	-	-	

Source notre enquête

Dans ce processus de maintien des liens à distance à partir des transferts de fond, les migrants de sexe masculin restent majoritaires même si leur pourcentage est légèrement au-dessus de celui des femmes qui envoient de l'argent (environ 98% contre 94% pour les femmes). Cet écart pourrait trouver une explication dans les représentations sociales associées aux constructions sociales autour du sexe dominées par un ensemble d'idéologies propres aux sociétés dites « traditionnelles » africaines, qui maintiennent les acteurs sociaux dans des positions sociales fixes conformément aux normes desdites sociétés [Comoé, 2006]. De ce point de vue, il est « plus normal » de solliciter de l'aide financière à un migrant qu'à une migrante, qui socialement – dans la plupart des sociétés d'origine de ces migrants – occupent une place subalterne dans les discours et représentations sociales. On retrouve ce point de vue dans les propos de l'un des enquêtés lorsqu'il affirme que :

E3 : [...] tu vois on me sollicite tout le temps parce que je suis le seul garçon de la famille. Lorsque je suis arrivé en 1988, j'envoyais tous les mois 600 francs [60000 FCFA] à la famille en Côte-d'Ivoire. Alors j'ai cru que si mes sœurs venaient cela allait m'alléger la tâche...j'ai donc fait venir notre aîné en 1996 et plus tard la dernière, après le coup d'État [1999]. Mais c'est comme si rien avait été fait, on continue toujours de m'embêter et là j'en ai marre je leur dis tout le temps de voir les autres donc j'ai dû arrêter un peu à part ma mère, je n'envoie plus rien sauf quand c'est urgent.

Yapo Alain, entretien réalisé le 13.04.2014

En renchérisant dans le même sens, Marie Odette quant à elle soutient qu'

E4 : [...] Avec l'entrée en couple et surtout lorsqu'on a des enfants il nous est difficile de soutenir régulièrement les proches au pays. On peut faire des gestes ponctuels mais pas toujours car il y a maintenant la famille à gérer ici.... Cependant mon mari lui, est obligé car il est la béquille de sa famille tout le monde compte sur lui.

Krikou : Ah bon comment ça il est obligé ?

E5 : [...] Oui oui il est obligé parce qu'il est tout pour sa famille ...moi je suis sa femme, c'est vrai on est marié, il le faisait avant qu'on soit ensemble maintenant s'il arrête les gens vont mal interpréter ça ...et puis moi, les gens savent que je suis marié donc on Me demande moins que mon mari ...mais ce n'est pas seulement de lui son côté que les demandes d'aide proviennent seulement, certains de mes parents lui demandent de l'argent aussi ....On

ne peut pas faire autrement c'est la vie africaine hein... On fait avec...si tu refuses ils vont dire que tu es méchant *or souvent on n'a pas ...*

Marie, Odette, entretien réalisé le 28.05.2014

Au travers des propos de Marie Odette, l'entrée en couple constitue une variable qui influence la propension des migrantes à envoyer de l'argent ou du moins à être sollicitées par les proches. La gestion du quotidien (la famille en situation de migration) est pour elle une priorité avant toute chose. Alors que les hommes sont continuellement sollicités pour des aides et, suivant les propos de notre enquêtée, « ils sont obligés ». Cette contrainte symbolique est liée avant toute chose aux représentations sociales liées à la construction sociale du statut « d'homme » dans leurs sociétés d'origine qui se présente sous cette forme « c'est lui l'homme » ; c'est lui qui doit prendre la famille en charge » ; c'est lui le garçon », « c'est à lui de le faire », « c'est son rôle ». Ces transferts ne sont pas qu'exclusivement destinés aux besoins du réseau familial en milieu d'origine. Par moment, les migrants envoient de l'argent pour régler une dette (par exemple la somme empruntée pour couvrir les frais du voyage), acheter des produits exotiques pour leurs consommations quotidiennes en Hexagone, régler des problèmes de diverses natures les concernant directement ou investir « là-bas ». Ces transferts financiers sont également accompagnés d'envois de matériels de diverses natures. Très souvent usagés, ils constituent, après les transferts de fonds un des procédés les plus significatifs dans le processus de consolidation des liens à distance avec le milieu d'origine. Ces biens de consommation s'inscrivent dans la droite ligne des formes de solidarité que le migrant entretient avec ses proches. Il s'agit pour la plupart des cas observés de l'électro-ménager, des biens informatiques et téléphoniques, des vêtements et des biens d'équipements. Ces biens ont une forte charge symbolique en Côte d'Ivoire. En effet, s'il est vrai que la possession de tels objets en Hexagone ne constitue plus – dans l'imaginaire collectif des migrants Ivoiriens interrogés – un luxe mais plutôt une nécessité dans leur quotidien, dans leur milieu d'origine ces mêmes objets continuent d'être perçus comme des objets sociaux qui redéfinissent le statut social des individus dans une logique re-valorisante. Mais à côté de cette explication, il faut aussi ajouter les représentations sociales associées à l'Europe et particulièrement à la France. Pour la majorité des récipiendaires (les parents restés au pays d'origines), les objets en provenance de l'Hexagone ont symboliquement plus de valeurs que ceux achetés sur le marché local d'autant plus que ces derniers construisent la France comme le symbole de « l'authenticité », de « l'originalité » contrairement aux marchés locaux infestés de produits importés de chine ou même de Doubaï dont l'authenticité est mise en doute. De ce point de vue, obtenir un objet (très souvent un ordinateur ou un smartphone) d'un proche en Hexagone est un acte d'une grande portée symbolique pour celui qui le reçoit mais aussi pour le donateur.

En sus, les transferts immatériels participent de cette même logique de maintien des liens avec l'espace social d'origine dont l'enjeu est de réduire l'écart entre l'espace et le temps. Ces formes de maintien des liens à distance chez les migrants ivoiriens en Ile de France, se laissent clairement percevoir par les

communications téléphoniques qu'entretiennent ces derniers avec les leurs restés dans les espaces sociaux d'origine mais aussi et surtout à travers les canaux d'informations et de communications classiques desdits milieux d'origines (chaines de télévision, radio, journaux, etc.). Avec la « démocratisation » de l'usage de la téléphonie mobile puis la diversité des applications<sup>2</sup> pour effectuer des appels « gratuitement » ou à faible coût, pour les enquêtés le maintien des liens avec le milieu d'origine devient un aspect important dans leurs quotidiens. A travers ces ressources communicationnelles ils parviennent à effacer symboliquement la distance physique qui les sépare avec ces espaces sociaux d'origine ne serait-ce le temps d'une communication. Et, cela se traduit dans la fréquence avec laquelle ceux-ci communiquent avec leurs proches en Côte d'Ivoire.

Tableau 2. Fréquence du besoin de communiquer du migrant avec le réseau de parentèle en Côte-d'Ivoire

	Sexe des migrants ivoiriens enquêtés			
	M	%	F	%
Entre 1 et 6 fois souvent dans la semaine	17	19,76	21,53	21,50
Plus de 8 fois souvent dans le mois	69	80,23	81	78,64
Total	86		103	

De la lecture du tableau, il ressort que plus des  $\frac{3}{4}$  des Ivoiriens installés en Île-de-France communiquent régulièrement – plus de 8 fois via les TIC – avec leurs parents restés au pays. Dans cette logique de maintien de lien à distance à travers la communication, la catégorie masculine est beaucoup plus représentée avec un peu plus de 80% contrairement au sexe opposé qui a une forte représentativité dans la fréquence d'appel comprise entre 1 et 6 fois souvent dans la semaine. Ce besoin important pour les hommes de maintenir ces liens à distance avec le réseau de parentèle, pourrait s'expliquer pour l'essentiel par la gestion à distance de leurs investissements<sup>3</sup> dans le milieu d'origine. Tandis que les femmes, sont plus portées vers le maintien de lien fort avec les membres de la famille et surtout de leurs mères ou leurs enfants restés en Côte-d'Ivoire. À propos du besoin de maintenir les liens avec le milieu d'origine, l'extrait d'entretien suivant nous permet de mieux rendre compte des logiques qui sous-tendent de telles pratiques.

E6 : [...] J'appelle tout le temps ma mère au village parce qu'aujourd'hui, son âge est avancé [81ans] [...]. Je le fais parce que je ne sais pas le jour elle va nous quitter donc avec le téléphone au moins on communique presque tout

<sup>2</sup> Il existe une kyrielle d'applications gratuites et/ou « pas chères » pour communiquer suivant le mécanisme classique des communications téléphoniques (appel audio) ou innovant (des appels vidéo). On peut citer par exemple parmi ceux qui sont les plus utilisés par nos enquêtés par ordre de préférence, *Viber, Whatsapp, Skype, Imo, Tango*. A côté de ces applications, on note aussi des opérateurs téléphoniques dit aussi « pas cher » pour appeler en Afrique. On a dans cette catégorie toujours suivant la même logique de préférence observée chez nos enquêtés, *Lebara, rebtel* et *Lycamobile*.

<sup>3</sup> Il faut comprendre par investissements la réalisation des projets économiques qui sont pour la plupart la construction ou l'achat de maison et/ou des véhicules de transport sous formes de taxis ou de mini-bus (connu sous le nom de *gbaka* en Côte-d'Ivoire). Mais, aussi à côté de ces deux catégories d'investissements, on a aussi l'achat de plantation (ou la création de nouvelle), ou bien d'autres réalisations que nous présenterons dans une autre section.

le temps...et ça me fait du bien...elle me donne des conseils régulièrement et formule des bénédictions à mon endroit ...ça, ça fait du bien surtout quand on n'est pas chez nous... je sais aussi qu'elle est contente là-bas parce qu'elle me le dit tout le temps de ne pas durer avant de l'appeler.

Marie Odile

À côté des moyens de communications classiques susmentionnés, il faut noter aussi que le besoin de maintenir les liens chez les migrants avec le milieu d'origine se perçoit à travers leurs rapports aux médias. En effet, les enquêtés s'imprègnent des réalités politiques, sociales et culturelles de la Côte-d'Ivoire par le biais des programmes de la télévision nationale<sup>4</sup> que la plupart d'entre eux disent regarder tous les jours ne serait-ce qu'au moins le journal télévisé de 20h ou des émissions de variétés musicales telle que par exemple « *tempo* ». Pour de nombreux répondants, la réception de la RTI en Hexagone est un moyen pour eux de vivre le mal du pays étant loin de la Côte-d'Ivoire. Les émissions diffusées leurs permettent d'être constamment imprégnés des réalités du pays comme s'ils y étaient.

## ***2.2 Les investissements des migrants ivoiriens dans les milieux d'origines***

L'on retrouve chez la plupart de nos enquêtés, cette volonté de se représenter la migration vers le « ailleurs », comme un tremplin pour la réalisation d'un projet dans le milieu d'origine. Partir à « l'aventure », pour pouvoir « réaliser » un projet ou une affaire constitue le leitmotiv sur lequel se greffent les migrants pour entreprendre leurs projets de voyage. Pour le dire autrement, la migration vers l'occident n'est pas une fin en soi, mais un moyen, une alternative pour combler un manque, c'est-à-dire ce qu'on « ne peut pas avoir en étant sur place » (DAO Lacina)<sup>5</sup>

## ***2.3 La réalisation d'un bien immobilier dans l'espace d'origine comme un indicateur symbolique structurant le rapport à l'origine chez les migrants ivoiriens en Île-de-France***

L'une des manifestations concrètes du rapport à l'origine chez les Ivoiriens installés en Île-de-France –d'ailleurs pour la plupart des migrants – est la possession d'une maison ou d'un terrain loti dans sa localité d'origine. Ce type d'investissement revêt diverses significations ou, du moins deux principales significations chez les Ivoiriens d'Île-de-France. D'une part, l'acquisition de tels biens dans le milieu d'origine est perçue par les migrants comme une ressource sociale valorisante au sein de la communauté d'origine. Et, d'autre part, la possession de tels biens constitue pour ceux-ci, un investissement qui pourrait régénérer des ressources additionnelles dans le pays d'origine et fructifier les sources de revenus du migrant dans le sens d'un investissement à caractère économique. Avoir, une ressource immobilière en Côte d'Ivoire constitue un

<sup>4</sup> La RTI (RadioTélévision diffusion Ivoirienne) est la télévision nationale qui constitue la seule chaîne de télévision ivoirienne. Car, le processus de libéralisation de l'audiovisuel en Côte-d'Ivoire n'avait pas encore été finalisée au moment de nos enquêtes.

<sup>5</sup> DAO Lacina, secrétaire à l'organisation du conseil national islamique- France, entretien réalisé le 12-05-2015



indicateur social ou du moins un élément objectif d'appréciation de la puissance financière de l'acteur social. Être « chez soi », ou « avoir chez soi » dans les discours des acteurs sociaux constitue un enjeu majeur dans le contexte local. De ce fait, la maison du migrant dans l'espace social de départ participe d'une logique de revalorisation statutaire dont l'une des implications constitue la redéfinition de certaines hiérarchies sociales dans les espaces sociaux d'origines. L'argent obtenu en migration doit être visible pour ceux qui sont restés [Andra Larionescu, 2013, p.132]. Il s'agit pour le migrant d'exister *là-bas* en étant *ici*, c'est-à-dire, exprimer son attachement au milieu d'origine qui pour la plupart des cas étudiés reste leurs villages. Pour le dire autrement, c'est une manière pour ces migrants de s'affirmer en tant qu'acteur territoriaux dans les espaces sociaux de départ, les réalisations symbolisant la présence de ceux qui sont partis sans être partis. Ils sont un pont par-delà la distance et le temps, entre la communauté restée au milieu d'origine et leurs émigrés. Ces réalisations effacent symboliquement cette distance entre le migrant et l'espace social d'origine. Car, elles appartiennent à l'environnement social immédiat de ceux qui sont restés ; elles font partie de leurs quotidiens. Du coup, la construction ou la modernisation d'une maison dans le milieu d'origine va constituer pour ces migrants une des principales finalités des stratégies migratoires. Voyager en occident pour se « réaliser ». C'est en cela que presque 97% des enquêtés ont pour ambition d'avoir une maison dans le milieu d'origine dans la mesure où, au-delà de son rôle fonctionnel (permet de s'abriter), elle regorge une autre dimension sociale – celle qui valorise et légitime un statut social. C'est ce que semble renseigner les propos d'un migrant originaire du village d'*Affery* lorsqu'il dit :

E7 : [...] on vient ici [en France] pour pouvoir faire des réalisations au bled [milieu d'origine]. Chez nous si tu n'as pas de maison en tant qu'immigré tu n'es pas bien vu. À la limite on ne connaît pas ta valeur. Mais lorsque tu déposes [construit] un château ... quand tu parles on t'écoute... on dit lui là a un peu... c'est triste mais c'est comme ça. C'est pourquoi on se tue ici pour que là-bas on soit bien.

Entretien, Y. Michel, 2014

#### ***2.4 La maison comme un moyen d'investissement économique dans le milieu d'origine***

Il s'agit dans ce cas de la mise en location de leurs biens immobiliers pour augmenter leur source de revenus. Cette forme est beaucoup répandue dans les grandes villes et surtout dans la capitale (Abidjan) du fait que dans ces localités, ce type d'investissement est économiquement plus rentable qu'en milieu rural. De ce fait, les migrants Ivoiriens en Hexagone préfèrent avoir un lopin de terre lotis ou une maison qu'ils peuvent mettre en location dans le but d'en tirer profit. Interrogé à cet effet, G. Denis, âgé de 34 ans travaillant dans la restauration dans le 20<sup>ème</sup> arrondissement de Paris et résident en France depuis 2007, évoque l'importance pour lui d'investir à Abidjan dans un terrain lotis d'autant plus qu'il est convaincu que cet investissement est moins risqué qu'un autre type d'investissement. Il dit à cet effet que :

E8 : [...] déjà je ne suis pas là-bas donc, il sera difficile pour moi d'avoir l'œil sur mes choses là-bas. Or avec un terrain, j'attends lorsque le prix monte je le revends et j'achète encore deux terrains ailleurs et j'attends après encore et je les revends.

Entretien réalisé le 27.11. 2014

***Krikou : tu as acheté ton terrain à combien ? Et en quelle année ? À combien tu la vendrais maintenant ?***

E9 : [...] Je l'ai acheté en 2013 à un million cinq cent mille francs [1500.000 FCFA environ 2300 euros] par le biais d'un cousin...mais aujourd'hui avec l'autoroute de Bassam et puis la construction de carrefour aux environs je vais le vendre à au moins 6 millions.

À travers cet entretien, on s'aperçoit qu'avec la pression urbaine et surtout l'urbanisation, la rente foncière s'augmente rapidement. Et, certains migrants à l'instar de notre enquêté joue sur cette dynamique urbaine pour investir dans le foncier et/ou l'immobilier qui selon la plupart regorge moins de risques car, comme le dit l'expression devenue populaire en Côte-d'Ivoire « la terre ne pourri pas » ou « brique ne pourrie pas ». Une manière de dire, que ces biens ne sont pas périssables. Avec l'écoulement du temps, ils prennent plus de valeurs. C'est donc à juste titre que Sérigne Tall (2009) écrivait que « la terre est une source intrinsèque de plus-value [...] ». Tout en citant Piermay (1993b) il rajoute que « (...) la faiblesse des activités économiques et notamment industrielles, la richesse urbaine est d'abord une richesse foncière ». Pour le dire autrement, les biens immobiliers et/ou les terrains sont des moyens d'enrichissements des migrants. Aussi, il s'agit pour ces migrants d'un investissement plus « sûr » dont les risques liés à la gestion (collecter les loyers mensuels) présentent moins de risque que d'investir dans une activité nécessitant un « top management ». Ce qui semble être le cas dans plusieurs cas soldé par des échecs dû aux malversations familiales. Bien avant les cas ivoiriens d'autres auteurs l'avaient déjà montré dans leurs travaux cette réalité. Par exemple, Blion (1996) évoquant l'immigration burkinabè en Côte-d'Ivoire écrivait que la construction de villas dans la capitale burkinabè constituait pour ces migrants installés en Côte-d'Ivoire l'une des plus importantes sources d'investissements dans le pays d'origine. Quant à Sérigne Tall (op, cit), il soutient dans son étude que les investissements immobiliers occupent une place prépondérante dans la gamme des investissements des émigrés sénégalais dans le milieu d'origine. Tout en analysant le rôle de ces migrants dans la construction urbaine, il parvient à déceler trois logiques qui conditionnent cette construction c'est-à-dire la logique familiale, confrérique et surtout les calculs financiers qui s'imbriquent pour déterminer le choix de la ville où l'émigré investit.

## 2.5 Du « binguiste<sup>6</sup> » au « djoulatchè » : quand les migrants ivoiriens investissent dans le transport et le commerce d'article usagers

Le secteur du transport en Côte d'Ivoire a pendant longtemps été un secteur de convoitise pour les migrants ivoiriens, notamment ceux installés dans les pays d'Europe. La plupart des enquêtés (¾) a déjà participé à ce type d'activité soit par la commercialisation d'engins de seconde main dites « France au revoir » ou l'exploitation directe de ces voitures dans les milieux d'origines comme moyen de transport urbain (taxi communal, gbaka), ou même en milieu rural servant de « taxi-brousse ». Mais très vite avec les difficultés liées à la gestion de ces investissements en étant en occident et surtout les détournements des fonds et/ou leurs mauvais usages par les membres du réseau de la parentèle (du migrant) ayant la supervision de ces activités, les migrants investisseurs ont vu, pour certains d'entre eux la perte de leurs économies en les laissant parfois dans d'interminables remboursements d'emprunts auprès de banque françaises. La gestion familiale des investissements des migrants devient le premier obstacle pour le développement et la pérennisation de ces activités tel que le confirme les propos ci - après d'un enquêté :

E10 : [...] j'ai pris 50.000 euros de prêts à la consommation auprès de la BNP pour acheter deux Massas [fourgonnette servant de véhicule de transport des personnes en Côte d'Ivoire] pour faire le transport Abidjan-Agboville. Au départ ça marchait mais un moment ça s'est arrêté. Je ne voyais plus de recette ...chaque fois on me disait que la voiture est en panne d'envoyer l'argent. Après j'ai dit de vendre une voiture. Je n'ai jamais reçu un centime. Après on me dit que le moteur du deuxième a lâché donc d'envoyer l'argent. J'ai dit je n'ai pas d'argent de vendre. Il a vendu ça fait 1 an aujourd'hui je n'ai plus ses nouvelles.

Anicet Yapi, entretien réalisé le 15-11-2014

À côté de cette difficulté dans le suivi de ces investissements, la mesure gouvernementale de restriction des importations de véhicules usagers (cf. décret n°2017-792 du 06 décembre 2017), va sonner le glas de cette activité pour la plupart des migrants. En effet, cette mesure dont l'enjeu visait au « renouvellement du parc automobile ivoirien et la réduction des effets de pollution » va constituer un goulot d'étranglement pour ces "migrants-transporteurs", qui se sentent contraint d'abandonner cette filiale du fait de l'impossibilité pratique de s'accommoder aux nouvelles normes<sup>7</sup> régissant le secteur. Or, il s'agissait pour la plupart d'entre eux, d'une activité annexe, une source de diversification de leurs revenus à travers ce type d'investissement d'autant plus qu'en migration, ces migrants Ivoiriens enquêtés sont employés

<sup>6</sup> *Binguiste* dans le jargon ivoirien, par essence est un migrant installé en Hexagone. Mais, progressivement cette expression s'est vue généralisée à l'ensemble des migrants installés en Europe. Quant au *Djoulatchè*, il s'agit de la figure classique du riche commerçant-transporteur ayant fait fortune dans le négoce et le transport.

<sup>7</sup> L'âge limite des véhicules d'occasion importés affectés au transport public de personnes ou de marchandises en Côte d'Ivoire est fixé comme suit : 5 ans pour les taxis ; 7 ans pour les minicars de 9 à 34 places ; 7 ans pour les camionnettes jusqu'à 5 tonnes ; 10 ans pour les cars de plus de 34 places, les camions de 10 tonnes et plus.

dans des secteurs d'activités – représentés à 97% dans le secteur tertiaire – qui leurs offrent très peu de possibilité d'investir dans le pays d'accueil<sup>8</sup>.

Quant aux enquêtés « *migrants-commerçants* », contrairement aux envois sporadiques de biens usagers lors des séjours en Côte-d'Ivoire, la mobilisation de certains canaux formels d'envoi de colis – vêtements, parfums, sacs, électroménagers, ameublements, ...etc. – concourt à alimenter un réseau commercial entre le pays d'installation et celui d'origine. Ces biens sont entreposés dans des locaux loués à cet effet pour être vendu ou écoulés aux prix de « gros » à des revendeurs locaux qui disposent une clientèle particulièrement intéressée par des produits venus du « bingue », perçu comme authentique. Ces produits dits « importés » ont une forte audience auprès des populations de « classes intermédiaires », qui trouvent dans ce type de commerce un moyen d'être au cœur de la "modernité", à jour sur "son temps" sans déboursier d'importante somme d'argent pour se rendre dans les capitales Européennes afin de disposer de ces articles.

E11 : [...] Ces habits que nous ne portons plus ici, servent toujours à Abidjan...au départ lorsque je rentrais en vacances je faisais des valises pour envoyer à mes sœurs...mais depuis sept mois maintenant, je fais des barriques<sup>9</sup> avec des vêtements que je récupère et que j'envoie régulièrement pour vendre et ça marche bien ...Dieu merci aujourd'hui, j'ai deux magasins, un à Yopougon et l'autre à Koumassi<sup>10</sup> que je suis en train de finir.

À l'instar des remises, ces investissements participent de la consolidation des liens avec le milieu d'origine et de plus en plus perceptible au sein des populations migrantes installés dans l'espace francilien. Ce sont plutôt des sources additionnelles de diversifications de leurs revenus qui leur permettent de faire face aux vicissitudes et/ou ou aux contraintes du « ici » et du « là-bas » que des investissements orientés vers des activités créatrices d'emploi pérenne susceptible de déclencher un véritable processus de développement économique et social de ces espaces d'origines.

## Conclusion

Cet article s'est principalement appuyé sur le transnationalisme migrant comme approche pour objectiver le sens, la nature et les pratiques des migrants Ivoiriens sédentarisés en région parisien dans la construction de leurs rapports au milieu origine. De ce point de vue, il a été mis en exergue la nature et les enjeux de ces pratiques dites « transnationales » dans la consolidation de ces liens qui font partie intégrante du processus migratoire. Il convient donc de retenir, que le maintien des liens avec le milieu d'origine se construit de diverses manières chez les migrants ivoiriens sédentarisés en Île-de-France. Des remises aux investissements, ces pratiques migrantes constitut dans les discours et les

<sup>8</sup> Suivant les données d'enquêtes les salaires oscillent entre 800 et 3000 euros net.

<sup>9</sup> Les barriques sont des récipients qu'utilisent les établissements d'envois de colis vers l'Afrique pour acheminer les produits. Une barrique coûte entre 120 et 180 euros en fonction des agences.

<sup>10</sup> Yopougon et Koumassi sont des quartiers du district d'Abidjan. Ces quartiers font partir des espaces sociaux de résidences populaires.

représentations, des ressources sociales de légitimation statutaire mais aussi une forme de re-devance vis-à-vis des siens restés dans les espaces sociaux d'origines. En gros, ce qui reste commun à ces modalités de constructions du rapport à l'origine chez ces migrants, c'est le besoin d'être « là-bas » en étant « ici » c'est -à-dire, être physiquement absent mais symboliquement présent dans l'espace social d'origine et surtout dans le temps. Car, c'est ce qui donne du sens et légitime leur statut social ; celui d'être « un vrai binguiste ». Les enjeux de ces pratiques des enquêtés, relèvent dans bien des cas du registre du symbolique, des stratégies territoriales dont la trame logique consiste à promouvoir leurs absences dans le jeu des interactions sociales dans l'espace social d'origine. Ce point de vue est également corroboré par les travaux de Gonin Patrick (2005) sur les migrants subsahariens issus de la vallée du fleuve Sénégal et ceux de Thomas Lacroix (1999). En effet, Gonin P, explique dans ses travaux que les migrants issus de cette zone d'étude s'inscrivent dans une relation de solidarité villageoise à travers des productions symboliques (mosquée, dispensaire, école etc.) dont l'enjeu fondamental est de les re-positionner dans le jeu social dans ces milieux d'origines en leur donnant une position « forte » dans un contexte local où les ressources sociales sont parfois limitées. Quant à Lacroix Thomas, il envisage cette relation qu'entretient les migrants - marocain installés en France - avec l'*anti-atlas* marocain sous l'angle des solidarités musulmanes et/ou de la culture berbère de l'entraide, qui se présente pour les migrants comme une relation « naturelle », un lien organique qui transcende le migrant. Ce lien ne peut être dissocié de la condition du migrant d'autant plus qu'il naît et se socialise dans un faisceau de structure sociale qui donne du sens et légitime ces pratiques. Toutefois, il est important de relever que les investissements de ces migrants ivoiriens installés en Ile-de-France ou du moins leurs transferts de fond vers les milieux d'origines sont pour l'essentiels, des ressources affectées à la satisfaction des besoins primaires du migrants et/ou des membres de la parentèle non susceptible d'impacter valablement un « réel développement économique et social » dans ces régions d'origines.

### Références bibliographiques

- Andra, L. L. (2013). Les maisons bâties au village d'origine dans les représentations des migrants roumains. In *Journal of comparative research in anthropology and sociology*, PP 127-139 [En ligne], consulté le 17.08.2015 sur URL :<http://compaso.eu/wpd/wp-content/uploads/2013/07/Compaso2013-41-Larionescu.pdf>
- Blion, R. (1996). De la Côte d'Ivoire en Italie. Pratiques migratoires des Burkinabè et logiques d'Etats. *Studi Emigrazione/Études Migrations*, 121, 47-69.
- Coulibaly, S., (1982). Migrations internationales et développement : le cas de la Haute - Volta, Ouagadougou, INSD, 47
- Comoé, E. (2006). Relations de genre et migration en Côte-d'Ivoire. De la décision de migrer à l'insertion du marché du travail. [En ligne], consultée le 12.02.2014 sur URL:<http://www.ceetum.umontreal.ca/pdf>
- Fabbi, R. (Dir.) & al. (2002). Diaspora, développement et mondialisations, la tour d'aigues. Éditions de l'aube, 193

- Gonin, P. (2005) : Jeux d'acteurs et enjeux territoriaux : quelles migrations pour quel développement ? In Mohamed Charef et Patrick Gonin "Emigrés - immigrés dans le développement local". Agadir : Editions Sud-Contact, 361p.
- Rosita, F, et Gianni, D (2008). Transnationalisme des migrants en Europe : une preuve par les faits. *Revue européenne des migrations internationales* (24)2
- Serigne M, T. (2009). Investir dans la ville africaine - Les émigrés et l'habitat à Dakar, Paris, Karthala, 286
- Straubhaar, T & Vådean, F. (2005). Les transferts de fonds des émigrés et leur rôle dans le développement. OCDE, Migrations, transferts de fonds et développement, éditions OCDE, 13-40
- Lacroix, T. (1999). Migrants acteurs de développement de l'Anti-Atlas marocain : la diaspora marocaine entre mythe du retour et logiques d'Etat. Sous la dir. de Patrick Gonin [Mémoire DEA Mémoire de DEA : Espace : migrations et sociétés : Poitiers : Université de Poitiers